

SESSION 2012

**BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE****SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA GESTION**Durée de l'épreuve : 3 heuresCoefficient : 6**ÉCONOMIE – DROIT**

Le sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4  
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

*L'usage des calculatrices n'est pas autorisé*

Ce sujet est composé de deux parties indépendantes qu'il est possible de traiter dans l'ordre de votre choix. Il vous est demandé d'indiquer l'intitulé de la partie traitée.

Ce sujet comporte 2 annexes.

## **PARTIE RÉDACTIONNELLE (10 points)**

Le développement de l'activité économique nécessite un cadre juridique fiable.

De nombreuses situations économiques existent et le droit organise les relations contractuelles qui en découlent (contrat de travail, de vente, de donation, etc).

Dans le cadre de certains contrats, en particulier les contrats d'adhésion, il peut apparaître un déséquilibre entre les parties, ce qui pousse le législateur à définir des règles de protection.

*En prenant appui sur vos connaissances et sur des exemples, vous présenterez, sous forme rédigée, les arguments juridiques qui permettent de répondre à cette question :*

**Le droit parvient-il à garantir l'équilibre entre les parties d'un contrat ?**

## **PARTIE ANALYTIQUE (10 points)**

**À partir des annexes et de vos connaissances, effectuez les travaux suivants :**

1. Relevez les disparités de consommation entre les différentes professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).
2. Déterminez si la loi d'Engel est vérifiée dans ce cas.
3. Présentez les facteurs qui influencent l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne.
4. Analysez les conséquences que cet arbitrage peut avoir sur l'économie.

**Liste des annexes :**

ANNEXE 1 : Extrait de l'Enquête Budget de famille 2006 (publié en Janvier 2008). Source INSEE

ANNEXE 2 : Consommation : les Français restent pessimistes. Extrait d'une enquête d'opinion (Viavoice- France Info)

**ANNEXE 1 : Extrait de l'Enquête Budget de famille 2006 (publié en Janvier 2008)**

Champ : France métropolitaine.

	Cadres	Prof. intermédiaires (1)	Ouvriers
Produits alimentaires	11,90	13,6	15,5
Boissons alcoolisées, tabac	1,8	2,4	3,5
Habillement et chaussures	8,9	8,7	7,9
Logement, eau, gaz, électricité	11,4	13,5	18,4
Equipement, nettoyage maison	8	8,8	6,9
Services médicaux et santé	2,2	3,3	2,5
Transport	16,2	17,6	16,8
Communication	3,2	3,7	3,9
Culture, loisirs, hôtel, restaurant	23,9	17	14
Autres services (assurance, finance)	12,5	11,4	10,6
<b>TOTAUX</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Source : INSEE**

(1) Professions intermédiaires de l'enseignement et de la santé de la fonction publique, professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, techniciens, contremaîtres, agents de maîtrise.

Indication de lecture :

En 2006, les dépenses consacrées aux produits alimentaires représentaient 11,90% du budget des cadres.

## ANNEXE 2 : Consommation : les Français restent pessimistes

Premiers résultats du nouveau baromètre Viavoice-BPCE pour France Info et Les Echos : en dépit des signes de reprise économique, pessimisme et perturbations restent les maîtres mots des Français en matière de consommation pour les mois à venir...

Les Français ne voient pas leur avenir économique en rose.

À peine plus de 10% (11%) estiment que leurs revenus vont augmenter au cours des trois prochains mois. Ils sont près de la moitié (47%) à penser, à l'inverse, que leurs revenus vont diminuer.

Et de reporter sur leurs prévisions de dépenses, ces perspectives qu'ils imaginent moroses. Seulement un Français sur dix envisage de dépenser davantage pour l'alimentation ou l'habillement (dépenses courantes). Ils sont 7% à envisager l'achat d'une voiture, 4% l'achat d'un appartement.

Ces anticipations prudentes en matière de consommation ne sont pas compensées par des perspectives plus positives en matière d'épargne. Seulement 7% des Français pensent mettre davantage d'argent de côté dans les mois à venir ; ils sont 30% à envisager d'en mettre moins.

### **Restrictions**

Ce pessimisme ambiant s'inscrit dans le contexte des mouvements sociaux contre la réforme des retraites. Lesquels ont imposé des contraintes importantes aux Français, et particulièrement aux Franciliens.

Au total, 36% des personnes interrogées affirment avoir connu ces dernières semaines des difficultés dans leurs déplacements. En Ile-de-France, ils étaient plus de la moitié à subir ces contraintes (51%).

Ce mois d'octobre 2010 apparaît donc comme un temps de restrictions : restrictions concernant les comportements économiques à venir, et restrictions en matière de déplacements dans le contexte des mouvements sociaux. Cette tonalité négative donne donc un coup de semonce majeur pour les espoirs de reprise économique en France.

Sondage Viavoice – France Info - 29 octobre 2010